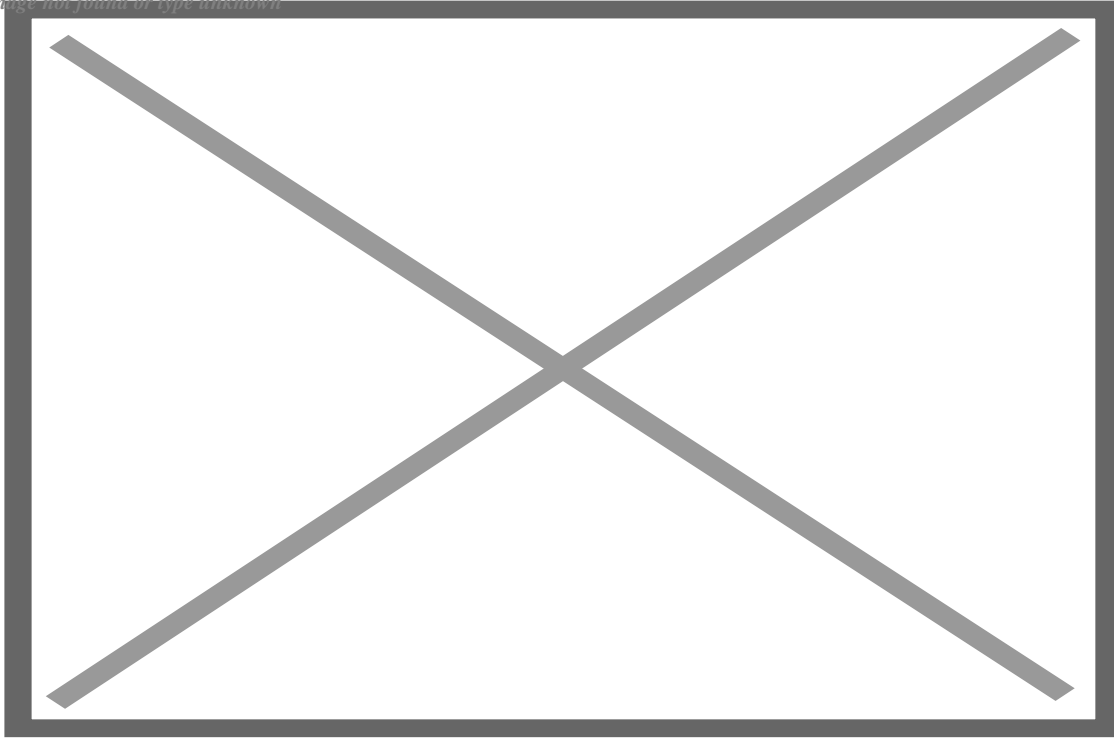


La montée de l'extrême droite

Image not found or type unknown



o

Par : Alejandro Pérez Polo (Source Cubadebate)

Photo : Tirée de Alai

Le krach de 2008 : tout a commencé ici

Nous sommes en 2012. La crise économique résultant de la Grande Récession fait rage en Europe. Les mobilisations populaires en Espagne (15M et grève générale de mars 2012) et les violentes protestations en Grèce ont contaminé l'ensemble du monde occidental. Elles ont atteint le cœur de l'empire : à New York, les citoyens manifestaient à Wall Street dans le cadre d'Occupy. L'extrême droite n'a pratiquement pas fait son apparition. Même en France, la nouvelle venue Marine Le Pen n'a pas atteint le second tour des élections présidentielles, qui devaient se jouer entre Sarkozy et Hollande, avec une victoire socialiste.

Une phase de décomposition idéologique et organique du néolibéralisme était en cours. Les consensus économiques de la mondialisation, après la chute de l'URSS, ont été définitivement brisés. La lune de miel qui a duré de 1991 à 2008, au cours de laquelle le capitalisme sauvage a réussi à intégrer tous les pays de l'ex-Union soviétique dans sa logique, est terminée. La subsumption formelle et matérielle de la planète entière a pris fin.

Cela a donné lieu à une grande crise d'hégémonie qui s'est étendue à toutes les strates du pouvoir. Ainsi, personne n'a été épargné par le défi : crise de la représentation, qui a conduit à la crise des partis traditionnels et à la possibilité d'émergence de nouvelles forces politiques. Crise des médias, qui ont tenté de défendre l'indéfendable et ont perdu la crédibilité du public. Cela a ouvert la voie aux "fake news" que l'extrême droite exploitera tant, et à l'émergence de nouveaux médias. Il y a également eu une crise de l'institution scientifique associée au public et à l'officiel, ce qui ouvrira plus tard le champ à la psychose conspirationniste qui atteindra son apogée avec la pandémie COVID-19.

La crise organique du capital a fourni le terrain à l'irruption de l'ultra-droite, qui exploitera à fond tous les dérivés de l'effondrement idéologique de l'édifice néo-libéral. Mais c'est d'abord la gauche populaire qui a saisi l'occasion.

"Une phase de décomposition idéologique et organique du néolibéralisme était en cours. Les consensus économiques de la mondialisation, après la chute de l'URSS, avaient été définitivement brisés".

En 2012, après deux décennies d'inanition, digérant la défaite historique de l'URSS, la gauche a pris les devants. Elle a perçu le moment et a su se connecter au pouls de la rue et à la proposition constituante qui en découle. Des leçons ont été tirées, des manuels ont été renouvelés et une période de réflexion profonde a été entreprise qui a permis d'affronter le nouveau scénario avec des garanties.

Ainsi, en 2015, Alexis Tsipras a remporté la présidence du gouvernement grec, dans une victoire électorale inimaginable après des décennies de bipartisme. En Espagne, Pablo Iglesias et Podemos ont obtenu plus de cinq millions de voix (20,2 % des suffrages) qui, ajoutées au million de voix d'Izquierda Unida, ont placé pour la première fois la gauche du PSOE au-dessus de la social-démocratie (6 millions de voix contre 5,5). Bernie Sanders a ébranlé les fondations du Parti démocrate américain : Hillary Clinton a dû utiliser toutes les ressources de l'appareil pour l'arrêter. En Italie et en France, le Mouvement 5 étoiles et Mélenchon commençaient à monter dans les sondages. Il y avait un élan populaire mené par la gauche dans tout le monde occidental.

Deux ans plus tard, cependant, tout a changé. La fragilité de l'élan populaire de la gauche a ébranlé quelques âmes courageuses, qui sont retournées dans leurs zones de confort classiques, peut-être impressionnées ou intimidées par leur propre force électorale. Des discours qui s'abreuyaient de l'hypothèse nationale-populaire latino-américaine (souveraineté populaire, démocratisation de l'économie et contestation de l'universalité de la nation), ils sont passés aux axes classiques de la gauche éclairée de la classe moyenne (environnementalisme, droits des minorités, européenisme). La défaite de Tsipras face à l'UE après le référendum contre les mesures d'austérité draconiennes a été un coup dur dont il a eu du mal à se remettre.

En 2017, Donald Trump est devenu président des États-Unis d'Amérique, battant Hillary Clinton. Marine Le Pen est parvenue au second tour de l'élection présidentielle française, lors d'un premier tour contre Emmanuel Macron qui se répétera en 2022. En Italie, la Lega réalise le meilleur résultat de son histoire (16 %, base de ce qui deviendra plus tard Fratelli d'Italia) et en Espagne, le phénomène VOX commence à prendre forme, qui se réveillera avec force en 2018 (lors des élections andalouses). Restait l'expérience italienne, avec le Mouvement 5 étoiles à la tête d'un exécutif de coalition avec la Lega populiste, après une victoire électorale majeure construite sur la remise en cause des anciennes élites économiques et politiques.

La carte avait déjà changé. Aujourd'hui, à peine entrée dans la nouvelle année 2023, l'extrême droite gouverne en Italie après une victoire électorale écrasante, elle a revalidé la présidence hongroise avec Orbán, ainsi que celle de la Pologne avec le parti Droit et Justice, VOX avoisine les 15% des voix en Espagne, Le Pen a réussi à dépasser les 41% en France et se prépare à l'assaut de l'Élysée en 2027, tout comme Trump se prépare à la Maison Blanche en 2024.

Une fois de plus, comme dans la décennie 2000-2010, seule l'Amérique latine fait figure de nouveau phare de la gauche dans le monde. Comme à l'époque, plusieurs leaders populaires ont remporté la présidence de leurs pays respectifs en faisant clairement le pari de la gauche, sans s'aligner sur aucune grande puissance occidentale, bien qu'ils soient désormais un peu plus sur la défensive et accompagnés d'un puissant réarmement de leurs droites nationales respectives.

Que s'est-il passé pour que l'extrême droite prenne le leadership de la droite en Occident ?

La peur est l'émotion dominante de la récession

La crise de 2008 a tout changé. L'effondrement du système financier américain a entraîné dans sa chute toutes les puissances alignées sur les États-Unis d'Amérique, tandis que la périphérie du monde (Chine, Russie, Brésil, Inde) progressait, profitant de la fragilité occidentale pour continuer à croître et à occuper des marchés. Un réaligement mondial commence à se dessiner en raison de la faiblesse des États-Unis et de la force des pays émergents. Une nouvelle architecture se construit, dans laquelle de nouvelles puissances vont jouer un rôle de premier plan, capables de concevoir leur modèle avec une grande capacité de négociation.

Les déclin civilisationnels ne se produisent jamais du jour au lendemain. Il faut des décennies pour qu'ils se concrétisent. La fin du consensus néolibéral a signifié, en réalité, la fin de la croyance même en la supériorité du système occidental sur les autres systèmes économiques du monde. La gauche occidentale a su le comprendre à l'époque, et c'est ainsi que la revendication radicale d'un système plus juste, qui répartirait les richesses et changerait les règles du jeu, est apparue en lien avec ce moment de dénuement. Il y avait encore l'espoir de s'emparer du pouvoir pour transformer les rapports de domination.

Mais les vieux fantômes ont tendance à ressurgir quand tout semble sur les rails. C'est le politologue Dominique Moïsi qui a proposé une nouvelle façon de comprendre la géopolitique au-delà des relations économiques entre les pays. Selon cette pensée, au-delà des valeurs collectives, il existe des récits qui façonnent les grandes humeurs des nations. Ainsi, Dominique Moïsi propose de parler d'une "géopolitique des émotions", dans laquelle les différentes puissances agissent sous l'influence de différents sentiments : la peur serait l'émotion dominante en Occident, l'humiliation dans le monde islamique, et l'espoir en Asie.

Cette façon d'envisager les principaux sentiments qui motivent les différents gouvernements explique assez bien la manière dont nous abordons les questions mondiales. La peur en Occident le pousse à adopter des politiques plus axées sur la sécurité et l'amène à être constamment sur la défensive d'un point de vue idéologique. Si l'on compare cette attitude à celle du gouvernement chinois, par exemple, on constate qu'il est animé par la confiance en un avenir prometteur. Il est à l'offensive, animé par l'espoir en ses propres valeurs, son propre système et ses propres dirigeants.

En Occident, la peur règne : peur des réfugiés et d'un monde extérieur qui, chaque jour, assaille tragiquement les eaux de la Méditerranée. La peur de la Russie et des nouvelles puissances émergentes. Peur du changement climatique, peur des protestations sociales qui ne peuvent plus être gérées efficacement, peur des "fake news" et du populisme. La peur, en somme, de l'avenir. Cette peur est l'ingrédient principal dont se nourrit l'extrême droite, en proposant des discours plus rassurants, structurés autour du retour de valeurs et d'États forts, prêts à affronter les turbulences de notre siècle.

L'extrême droite n'est plus futuriste comme le vieux fascisme italien ou le nazisme allemand, qui promettaient la gloire d'un Troisième Reich. L'extrême droite est réactive et cherche avant tout à apaiser les peurs nées des angoisses existentielles qui traversent tout l'Occident. Sans une gauche capable d'assumer ces angoisses existentielles, le terrain sera fertile pour ses triomphes électoraux successifs.

L'extrême droite n'est pas née contre la démocratie "bourgeoise" ou libérale. Elle n'abandonne aucun navire, elle en prend les commandes. La compatibilité de Giulia Meloni avec l'Union européenne et l'OTAN montre que l'extrême droite ne s'oppose pas aux élites européennes, mais en est l'expression la plus exacerbée. Elle aspire à assumer les peurs que la vieille droite libérale n'arrive plus à gérer. Elle aspire à refonder l'Europe sur une clé chrétienne et civilisatrice, pour la protéger des menaces qui la dévasteraient.

C'est là qu'ils trouvent un grand attrait auprès de l'électorat et une grande force dans leurs postulats. Contrairement à de nombreux populistes de gauche, les expressions de l'extrême droite n'ont guère reculé électoralement depuis leur irruption sur la scène politique parce qu'elles sont inscrites dans un zeitgeist : elles sont l'expression la plus claire de l'effondrement civilisationnel résultant de la crise de 2008 et de la perte de position de l'Occident dans le monde.

Le premier grand nœud à défaire la force politique et discursive de l'extrême droite réside dans ces éléments géopolitiques, émotionnels et politiques. Mais ce n'est pas le seul nœud. Un autre nœud doit être traité en priorité : l'expression des classes populaires exclues du discours public.

"L'extrême droite n'est plus futuriste comme le vieux fascisme italien ou le nazisme allemand (...). L'extrême droite est réactive et cherche avant tout à apaiser les peurs dérivées des angoisses existentielles qui traversent tout l'Occident".

L'éloignement sentimental de la gauche par rapport au peuple

Lorsque les gilets jaunes, mouvement de contestation sociale de grande ampleur, ont émergé en France, beaucoup, à gauche, ont éprouvé une méfiance intuitive à l'égard de ces "hommes" de "province" qui se mobilisaient contre la taxe sur le diesel. Même méfiance lorsqu'en mars 2022, les chauffeurs routiers espagnols organisent un débrayage contre le gouvernement de coalition à propos de l'augmentation du prix de l'essence. Ils ont été accusés d'être instrumentalisés par l'extrême droite, plutôt que d'avoir un lien émotionnel avec leurs revendications (une revendication juste contre une escalade impossible des hausses de prix).

Au cours de la dernière décennie, une haine croissante des classes populaires a été inoculée en Espagne et dans le reste de l'Occident. Cette stigmatisation, parfaitement décrite dans le phénoménal livre d'Owen Jones, Chavs, a dérivé vers une diabolisation pure et simple. Les travaillistes sont présentés comme une bande de sexistes et de racistes. Loin de combattre ces archétypes, une grande partie de la gauche a repris ces clichés. De nombreuses expressions populaires sont suspectes. En effet, les attaques contre ce que l'on appelle le "red-baiting" sont structurées autour de ces préjugés. Le red-hippardisme serait toute "gauche obsolète", qui ne prend pas en compte, entre autres, les avancées du féminisme ou la lutte contre le racisme (multiculturalisme).

Pour tenter d'aligner la gauche sur les élites en place, la discipline discursive est venue de la sophistication supposée des postulats verts, libéraux et tolérants. Ces idées politiques, présentées comme le summum de la culture, sont postulées comme représentatives d'un stade plus avancé de l'être humain. Les préjugés de classe de ces idées urbanistiques ne sont pas analysés, mais ils sont très présents dans les discours dominants.

La mondialisation a créé des gagnants et des perdants. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase qu'Esteban Hernández qualifie de dé-mondialisation, accentuée par la guerre en Ukraine, mais une partie de l'élite et des classes moyennes continue de soutenir la dissolution des souverainetés nationales, convaincue que l'Union européenne est le meilleur horizon possible. Ainsi, une fraction éclairée des classes moyennes (journalistes, universitaires, professions libérales et une partie de la fonction publique) croit en une alliance avec les élites mondialistes. Elle regarde vers le haut à cause du vertige qu'elle

ressent lorsqu'elle regarde vers le bas, vers l'abîme de la précarité et de la pauvreté, dont fait partie plus de 35% de l'Espagne. Cette faction évanescence de la classe moyenne croit qu'elle est incluse dans la douceur du progrès des élites et a trop peur d'être laissée à l'écart, à la périphérie du progrès.

Qui prend en compte les mécontentements, les aspirations et les voix de ceux qui sont en bas de l'échelle, si la classe moyenne éclairée refuse de s'allier à eux ? Eh bien, c'est l'ultra-droite qui exploite le flanc. L'ultra-droite parvient à unifier les exclus du haut (les élites nationales qui ont été exclues du mondialisme) et les exclus du bas (les perdants de la mondialisation) sous un même axe.

"Une fraction éclairée des classes moyennes (journalistes, universitaires, professions libérales et une partie de la fonction publique) croit en une alliance avec les élites mondialistes".

Comme l'explique le géographe et essayiste français Christophe Guilluy, les classes dominantes sont postulées comme la force positive du progrès, seules héritières de la meilleure tradition de la culture occidentale (la pureté) et les classes populaires cessent d'être une référence culturelle positive, comme elles l'étaient avant les années 1980, pour devenir les perdants et les ratés du système, coupables de leur propre misère et de leur retard politico-moral. La disparition de la classe moyenne, pour cet auteur français, inaugure une nouvelle ère dans laquelle ceux d'en haut affronteront ceux d'en bas, condamnés à l'ostracisme culturel et moral. Les classes populaires sont ainsi exclues en tant que sujets actifs ayant une voix propre.

Cette rupture entre le monde d'en haut et le monde d'en bas fait que, dans le même temps, les exclus de la société (les classes populaires) construisent leurs propres récits, imperméables aux récits des classes dominantes. Le populisme émerge alors, comme un retour au peuple, une tentative de reconstruire la société brisée par l'éclatement des élites. Mais ce populisme peut osciller entre crispation autoritaire (ultra-droite) et ouverture démocratique (république).

Pour que l'expression populaire ne soit pas monopolisée par l'extrême droite et redirigée vers des zones d'ombre, il est nécessaire de remettre le bien commun et l'idée du peuple au centre des politiques et des discours. Il faut retrouver le langage du peuple et placer les valeurs de la communauté au centre des politiques et du discours. Une tâche importante consiste à s'éloigner des jeux moralisateurs que les élites utilisent pour stigmatiser les classes populaires, pour repositionner la référence culturelle dans les expressions qui viennent d'en bas. Affirmer un projet propre, qui ne se subordonne ni aux anciennes élites nationales ni aux nouvelles élites mondiales, mais qui prend le contrôle des alliances interclassistes.

L'ultra-droite est l'expression de l'effondrement de l'Occident. Aujourd'hui, il est nécessaire de prendre en compte cet effondrement pour trouver une solution démocratique et populaire aux crises qui vont suivre. De même, il est nécessaire de prendre en compte les angoisses existentielles que cet effondrement provoque chez les majorités sociales (peurs et malaises profonds), en assumant positivement une nouvelle expressivité qui aspire à refonder l'idée de peuple face à la fragmentation et à la dissolution du social, proposées par les élites. Sinon, l'ultra-droite continuera à conquérir les espaces politiques, sociaux et culturels, en accumulant de plus en plus de victoires électorales. Il est de notre ressort de ne pas permettre que cela se produise.

(Tiré de Alai)



Radio Habana Cuba